

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/AHG/W/23**

30 septembre 1997

(97-4088)

**Comité des pratiques antidumping  
Groupe de travail spécial de la  
mise en oeuvre de l'Accord**

Original: anglais

## CHRONOLOGIE DE LA PROCEDURE D'ENQUETE, RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS ET REGLE DU DROIT MOINDRE (PARAGRAPHE 3 DE L' AEROGRAMME WTO/AIR/643)

### Renseignements fournis par le JAPON

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 24 septembre 1997.

#### 1. Chronologie de la procédure d'enquête antidumping

##### 1) Demande

Une demande documentée doit contenir des éléments de preuve suffisants de l'importation d'un produit à un prix de dumping et du dommage important, etc., causé à une branche de production nationale par son importation.

[Voir article 8.4 de la Loi relative au tarif douanier (ci-après dénommée "la Loi").]

[Voir Directives concernant les procédures relatives à l'application de droits compensateurs et de droits antidumping (ci-après dénommées "les Directives") 5 1) à 4).]

##### 2) Notification adressée au gouvernement du membre exportateur concerné avant l'ouverture d'une enquête

- La décision relative à l'ouverture d'une enquête est prise dans un délai d'environ deux mois à compter de la date de réception de la demande et une notification est adressée au gouvernement du membre exportateur concerné le plus tôt possible après son adoption.

[Application directe de l'article 5.5 de l'Accord antidumping.] [Voir Directives, 6 1).]

(Pour référence)

- Dans le cadre de l'Accord antidumping issu du Tokyo Round, le Japon, de sa propre initiative, adressait une notification avant l'ouverture d'une enquête.

- Le Japon a l'intention d'adresser une notification avant l'ouverture d'une enquête en réexamen (voir article 8.22 de la Loi) et d'une enquête concernant les nouveaux exportateurs (voir article 8.13 de la Loi).

3) Ouverture de l'enquête

- Lorsque des éléments de preuve suffisants d'un dommage important, etc., causé à la branche de production nationale ont été présentés les autorités adoptent, si elles le jugent nécessaire, la décision d'ouvrir une enquête [voir article 8.5 de la Loi].
- Lorsqu'il est décidé d'ouvrir une enquête, les parties intéressées sont avisées dans les moindres délais de l'ouverture de l'enquête ainsi que des détails la concernant et un avis correspondant est publié, dans les moindres délais, au Journal officiel. En règle générale, la notification est envoyée et l'avis publié le jour de l'ouverture de l'enquête [voir article 8.1 du Décret relatif aux droits antidumping (ci-après dénommé "le Décret")].

4) Réponses aux questionnaires et communications écrites

- Après l'ouverture d'une enquête, des questionnaires sont envoyés aux parties intéressées, qui doivent y répondre dans un délai maximum de 30 jours à compter de leur réception. Si les parties intéressées ont une raison spéciale qui les empêche d'envoyer leur réponse dans ce délai, elles doivent la préciser et indiquer la date à laquelle elles seront en mesure de communiquer leur réponse, dans le respect des délais précisés dans le questionnaire.

En règle générale, ce délai est de 15 jours maximum après réception du questionnaire.

Note: En ce qui concerne la date de réception du questionnaire, nous estimons que les parties intéressées doivent l'avoir reçu au bout d'une semaine à compter de la date à laquelle il a été envoyé, conformément à la note de bas de page relative à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping.

[Voir article 10.2 du Décret.] [Application directe de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping.]

- Les parties intéressées sont autorisées à présenter par écrit tous les éléments de preuve pertinents dans les délais précisés dans la notification et dans l'avis au public concernant l'ouverture de l'enquête. En règle générale, ce délai est d'environ deux mois à compter de la date d'ouverture de l'enquête.

[Voir article 8.1 7) du Décret.] [Voir article 10.1 du Décret.]

5) Éléments de preuve présentés oralement

- Les parties intéressées sont autorisées à présenter oralement les éléments de preuve pertinents dans les délais précisés dans la notification et dans l'avis au public concernant l'ouverture de l'enquête. En règle générale, ce délai est d'environ deux mois à compter de la date d'ouverture de l'enquête [voir article 8.1 7) du Décret] [voir article 10.1 du Décret].

6) Réunion avec les parties ayant des intérêts contraires

- Outre la présentation orale des éléments de preuve ci-dessus, les parties intéressées sont autorisées à demander de pouvoir rencontrer les autres parties intéressées qui soutiennent des thèses opposées au sujet des questions qui font l'objet de l'enquête, dans les délais fixés dans

la notification et dans l'avis au public concernant l'ouverture de l'enquête. En règle générale, ce délai est d'environ deux mois à compter de la date d'ouverture de l'enquête.

En outre, la réunion a lieu après avoir ménagé à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les éléments de preuve, exception faite des renseignements confidentiels.

[Voir article 8.1 7) du Décret.] [Voir article 12.1-3 du Décret.]

7) Détermination préliminaire et décision concernant l'adoption d'éventuelles mesures provisoires

- S'il peut être présumé, sur la base d'éléments de preuve suffisants, que le produit en cause est effectivement importé à des prix de dumping et que son importation cause un dommage important, etc., à la branche de production nationale et s'il apparaît nécessaire de protéger cette branche de production, alors seulement des mesures provisoires peuvent être prises. La décision de prendre ou non des mesures provisoires ne peut pas être prise avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête. Le détail des mesures provisoires est communiqué dans les moindres délais, sous la forme d'une notification adressée aux parties intéressées et d'un avis publié au Journal officiel.

[Voir article 8.9 de la Loi.] [Voir article 16 du Décret.]

8) Divulgarion des faits essentiels

- Les faits essentiels sur lesquels est fondée la détermination finale sont communiqués par écrit aux parties intéressées assez tôt avant la détermination finale. En règle générale, cette notification se fait environ deux mois avant la détermination finale. La notification contient des renseignements spécifiques sur le dumping, le dommage important, etc., causé à la branche de production nationale et le lien de causalité, ainsi que sur la méthode qui a servi à calculer la marge de dumping. Les parties intéressées sont autorisées à présenter des réfutations au sujet des renseignements communiqués, dans le délai prévu. En règle générale, ce délai est de dix jours à deux semaines à compter de la date de la divulgation, et il est indiqué dans la notification de divulgation.

[Voir article 15 du Décret.]

(Pour référence)

- Dans le cadre de l'Accord antidumping issu du Tokyo Round, le Japon, de sa propre initiative, procédait à la divulgation des faits importants avant la détermination finale.

9) Détermination finale

- L'enquête doit être menée à son terme dans un délai d'un an à compter de son ouverture. Toutefois, ce délai peut être prolongé de six mois au plus si cela est jugé nécessaire pour des motifs particuliers. [Voir article 8.6 de la Loi.]
- Les détails de la détermination finale sont communiqués par écrit aux parties intéressées dans les moindres délais. En règle générale, les parties intéressées sont avisées le jour où la détermination finale est rendue. [Voir article 16 du Décret.]

10) Avis au public de la détermination

- La détermination finale, une fois rendue, est publiée dans les moindres délais au Journal officiel. En règle générale, la publication a lieu dans les cinq jours qui suivent la détermination. [Article 16 du Décret]

2. Traitement des renseignements confidentiels

En ce qui concerne le traitement des renseignements confidentiels, dans la pratique le Japon accorde le traitement confidentiel aux renseignements qui relèvent des catégories ci-après.

- 1) Ceux qui ne sont pas du domaine public et qui sont protégés par la personne qui les fournit.
- 2) Ceux qui correspondent aux cas ci-après:
  - il est reconnu que la divulgation de ces renseignements avantagerait à coup sûr de façon notable un concurrent ou aurait à coup sûr un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni directement les renseignements ou pour celle qui en est à l'origine;
  - lorsque des renseignements sont présentés comme confidentiels par une partie intéressée et que l'autorité compétente reconnaît qu'il existe des motifs suffisants de les considérer comme tels.

(Pour référence)

A titre d'exemple, on considère comme confidentiels les renseignements ci-après:

- coût de fabrication;
- frais de vente;
- prix réels des transactions;
- nom des clients ou des fournisseurs;
- autres renseignements commerciaux de caractère exclusif.

3. Règle du droit moindre

Le texte qui régit cette question est l'article 8.1 de la Loi sur le tarif douanier, qui prévoit l'imposition d'un droit antidumping d'un montant équivalent ou inférieur à la différence entre le prix normal et le prix du produit faisant l'objet d'un dumping.

Jusqu'ici, le Japon a imposé des droits antidumping d'un montant équivalent à la différence entre le prix normal et le prix du produit faisant l'objet d'un dumping.